

Olivier Marguery: L'Europe attend de vraies avancées en matière de droits sociaux

Olivier Marguery, Directeur de programmes du Secteur Exclusion Sociale à la Fondation de l'Armée du Salut – 28/07/2014- Huffingtonpost.fr

Une Europe plus sociale, plus solidaire, cela fait plusieurs années que l'on entend nos dirigeants affirmer qu'il faut que l'Europe change de cap, qu'elle soit moins libérale, plus à l'écoute de l'ensemble de ses citoyens. Mais ces mêmes dirigeants n'acceptent pas de donner une part de souveraineté nationale à l'Europe en la matière... Alors la question de la justice sociale est remise sur la table en permanence. Aujourd'hui, il y a urgence: la crise économique accroît le besoin de dispositifs sociaux forts capables de lutter contre une pauvreté rampante. Monsieur le Président, il ne peut y avoir d'Europe des peuples sans solidarité et sans un soutien actif aux plus démunis.

Les Chartes Européennes, une avancée certaine mais insuffisante

Il y a eu des avancées, certes. Pour preuve, après des décennies de tergiversations, la Charte des droits fondamentaux a fini par voir le jour. Son but, rassembler dans un texte unique l'ensemble des droits, libertés et principes pour tous les citoyens d'Europe regroupés dans six chapitres : Dignité, Liberté, Égalité, Solidarité, Citoyenneté, Justice.

Depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne en 2009, elle s'est vu confier la même force juridique obligatoire que les traités et s'adresse à tous les Etats membres qui mettent en oeuvre le droit de l'Union. Auparavant, en 1961, la Charte sociale européenne avait apporté des garanties en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, en garantissant des droits sociaux et économiques ou encore un droit au logement. Ces chartes sont des prérequis indispensables et des avancées certaines mais ne suffisent pas !

Il est aujourd'hui essentiel que l'Europe décline ces grands principes en directives afin que les Etats européens soient ensuite dans l'obligation de les transposer dans leur législation.

La pauvreté en augmentation constante

En France nous sommes confrontés chaque année à une augmentation de la pauvreté. Le nombre de personnes sous le seuil de pauvreté -correspondant à 60% du niveau de vie médian, soit 964 euros- a augmenté de près de 10% en dix ans selon l'Insee, atteignant le chiffre de 8 millions. En 2010, au niveau européen, une Stratégie Europe 2020, a été lancée. L'un des cinq objectifs est la réduction de 20 millions du nombre personnes pauvres d'ici 2020. Aujourd'hui, alors que la situation a empiré, il est hélas certain que cet objectif ne pourra être atteint qu'en modifiant les seuils de pauvreté, pas grâce à une amélioration de la condition des personnes concernées. Il faut donc aller plus loin. Il est capital que l'Europe se saisisse de certains sujets et puisse orienter les politiques nationales en termes de droit à l'emploi, droit au logement ou encore droit à l'alimentation. Cela doit être sa priorité!

L'urgence d'instaurer un revenu minimum digne

A la Fondation de l'Armée du Salut, nous pensons que la première des propositions de la Commission devrait consister en l'instauration d'un revenu minimum pour une vie digne. L'objectif d'une telle démarche est d'assurer une vie décente à tous, grâce à un ensemble de revenus financiers et non financiers, afin que les personnes puissent vivre décemment et non survivre sous le seuil de pauvreté grâce à des revenus minimes. Les revenus financiers versés par les états et/ou l'Europe grâce à des

fonds dédiés constitueraient un socle et seraient complétés par un accès à différents biens et services. Tous les domaines de la vie courante seraient ainsi concernés. Que ce soit de manière gracieuse ou à moindre coût, le principe serait par exemple de permettre l'accès à des denrées alimentaires, à des consultations médicales et aux traitements médicaux associés, à l'eau et à l'énergie, à un logement, à des solutions de garde pour les enfants, à des moyens de déplacement ou encore à la culture.

Le Comité économique et social européen a déjà commencé à travailler sur un revenu minimum européen qui pourrait considérablement changer la vie des personnes défavorisées en Europe. Il a même fait part de ses recommandations auprès de la Commission. Nous insistons sur l'importance de ce revenu et sommes persuadés qu'il s'agit avant tout d'un investissement et non d'un coût.

Monsieur le Président de la Commission, nous vous savons pleinement conscient de cet enjeu et préoccupé de faire avancer l'Europe. Nous attendons avec impatience les mesures qui sauront donner à l'Europe un nouveau visage, celui du progrès social.

Lien vers la tribune en ligne :

http://www.huffingtonpost.fr/olivier-marguery/droits-sociaux-europe-armee-du-salut_b_5625044.html